

Lutte de classe

« C'est à l'Etat de garantir notre revenu » : et que vive l'Etat capitaliste !

Comment le secrétaire nationale du Parti ouvrier indépendant, D.Gluckstein, se fait le porte-parole de l'Etat et de l'Union européenne.

Dans l'éditorial du n°69 d'*Informations ouvrières*, l'hebdomadaire du Parti ouvrier indépendant, il reproduit les propos d'un producteur de lait sans émettre la moindre réserve, sans émettre le moindre commentaire, à moins tout simplement qu'il se soit fait leur porte-parole en interprétant les raisons de leur mobilisation ce qui serait pire encore :

« Plus de 50 000 paysans ont manifesté dans tout le pays vendredi dernier. Ils ont dit : « Nous voulons vivre et faire vivre nos enfants : c'est à l'Etat de garantir notre revenu et de garantir des débouchés pour nos productions. » ».

Ben voyons ! Est-il besoin de commenter camarades ?

A aucun moment dans son éditorial il n'indiquera aux travailleurs ou militants lecteur de son journal, qu'ils n'ont absolument rien à attendre de l'Etat et qu'ils doivent s'organiser, ajoutons, afin de se préparer à engager le combat au côté du prolétariat pour le renverser.

Non, ce n'est pas à l'Etat des capitalistes de garantir le revenu des producteurs, mais à un Etat des producteurs eux-mêmes ! Socialiste n'est pas qui veut apparemment.

On a là en substance très clairement la différence qui existe entre une politique opportuniste subordonnant ou livrant les travailleurs à l'Etat, aux capitalistes et leurs institutions que n'entend pas combattre le POI, et une politique socialiste révolutionnaire rompant avec l'Etat et ses institutions préparant consciemment le terrain aux combats de demain pour avancer vers le socialisme.

Il y a quelques jours j'avais écrit en quoi consisterait le socialisme pour les agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, petits-patrons en général, la politique que mettrait en oeuvre un Etat ouvrier, un gouvernement ouvrier révolutionnaire : le socialisme n'a aucun intérêt immédiat à votre disparition du moment que vous remplissez un rôle social dans la production ou la société. La République socialiste française vous garantirait par décret un salaire minimum de 1.600 nets par mois et annulerait immédiatement l'ensemble de vos dettes, afin que vous puissiez travailler et vivre dans des conditions décentes...

Le socialisme se prononce pour l'expropriation des capitalistes qui possèdent les grandes entreprises dont celles du secteur de l'agro-alimentaire, ainsi que les propriétaires des grandes exploitations agricoles qui bénéficient de la PAC, des largesses de Bruxelles, proclamant que la production doit être planifiée en fonction des besoins de la majorité de la population et non en fonction des profits escomptés par une poignée d'exploiteurs.

Les paysans ont le choix entre lier leur sort à celui des capitalistes qui les étranglent un peu plus chaque jour ou s'allier à la classe ouvrière pour préparer le renversement du système économique capitaliste qui est synonyme de guerres, de faillite, de chômage, de précarité et de pauvreté.

Que les paysans ou la classe ouvrière s'adresse à l'Etat pour soulager le fardeau sous lequel ils croulent, c'est une chose, c'est normal à cette étape de leur mobilisation en l'absence de toute autre alternative ou perspective politique au pouvoir en place, mais qu'un parti qui se prétend ouvrier, qui plus est indépendant, entonne le même refrain, le disqualifie auprès des travailleurs pour mener le combat émancipateur contre l'Etat et prendre la direction de leur mobilisation.

On aura compris au passage que l'indépendance de ce parti a ses limites qui porte un nom : l'Etat. Lénine expliquait, si vous voulez connaître précisément la nature sociale d'un parti, regardez de quelle manière il se comporte vis-à-vis de l'Etat. Constatant qu'il n'ose même pas le remettre en cause quand bien même son existence n'est pas menacée, prétendre un seul instant qu'un tel parti pourrait un jour s'y attaquer, relèverait tout simplement de la supercherie politique.

Par ailleurs, l'éditorial d'un journal est censé en principe donner la ligne politique d'un parti, là elle est très claire : subordonner toute mobilisation des exploités et des producteurs à l'Etat, tourner le dos résolument au socialisme.

A la page 6 consacrée à la mobilisation des paysans, on retrouve exactement la même ligne politique opportuniste.

Un article intitulé *50 000 paysans manifestent. Eux aussi, Bruxelles les fait crever*. Derrière ce titre ronflant qui se veut vindicatif, ils courbent l'échine en demandant l'intervention de l'Etat :

« La fixation et le contrôle par l'Etat des prix d'achat et de vente des productions permettant aux paysans de vivre dignement de leur travail, un plan d'aide massif et de crédits à taux zéro : ce sont des mesures d'urgence vitales. ».

Qui serait responsable de « *La fixation et le contrôle par l'Etat des prix d'achat et de vente des productions* », dans quelles conditions politiques, comment cette mesure serait financée ? Mystère camarades, mystère ! Vous n'avez pas l'impression que l'auteur de cet article a écrit ces lignes sans croire un instant à ce qu'il écrivait ou que la suite lui échappait ? D'une part, avant de parler de « *crédits à taux zéro* », il faudrait commencer par annuler leurs dettes, d'autre part, comme je l'ai indiqué dans une causerie, pour financer ce genre de mesure, nous ferions comme les capitalistes, nous ferions chauffer la planche à billets.

Pour se donner bonne conscience, donc sans proposer ensuite la moindre perspective politique, détournant subrepticement l'attention des lecteurs de l'Etat et du gouvernement, l'auteur de cet article poursuit : « *Elles sont incompatibles avec les traités et les directives de l'Union européenne, qui ne fait que relayer, en la matière, les exigences de l'Organisation mondiale du commerce.* », tout y est, tout sauf le gouvernement et l'Etat qu'il s'agit de préserver, non ?

Qu'en déduit-il ? Rien, absolument rien ! Alors c'est foutu pensera à juste titre notre paysan. Il se borne à commenter l'actualité sociale en laissant le choix aux lecteurs d'en déduire ce qu'il veut, en esquissant du bout des lèvres ce qui pourrait être un monde meilleur, mais sans lui révéler comment il pourrait voir le jour, un couteau sans lame comme aiment à dire certains camarades. C'est ainsi que le POI participe à l'élévation du niveau de conscience politique des exploités ou des petits producteurs susceptibles de rallier le combat du prolétariat !

Faut-il défendre ou non les petits producteurs, c'est une autre question.

Je ne sais plus si c'est Lénine qui expliquait qu'étant donné qu'ils étaient voués à disparaître d'une manière ou d'une autre, prendre leur défense c'était se tourner vers ce qui était en passe d'appartenir au passé, ce qui impliquait de la part du parti de développer une position droitiste, pour ne pas dire réactionnaire, j'écris cela de mémoire en substance. On y reviendra une autre fois.

Disons provisoirement et rapidement que chaque pays a besoin d'un minimum d'agriculteurs et d'éleveurs pour subvenir aux besoins de sa population, qu'on ne peut pas envisager le développement infini (à l'échelle mondiale) des transports terrestre, aérien ou maritime pour s'approvisionner en produits alimentaires (ou autres).

Il faut supprimer l'arbitre !

Dans un autre article au titre encore plus radical « *Pour que nous ne soyons pas des esclaves* », on pourrait s'attendre enfin à trouver une proposition permettant d'entrevoir une solution politique pour avancer vers notre émancipation, un réquisitoire contre le capitalisme. Vous n'y êtes pas du tout.

Notez bien que le choix d'un titre et d'une citation par la rédaction d'un journal n'est jamais laissé au hasard. Vous mesurerez ici le gouffre qui sépare le titre de cet article de son contenu, qui pour cette raison s'apparente à une manipulation.

Ils reproduisent sans le moindre commentaire encore une fois, les propos du président de la fédération départementale de Corrèze des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA 19), Tony Cornelissen, parus dans *L'Echo* du 17 octobre 2009 :

« A l'évidence, la loi du marché n'est pas adaptée au monde agricole. Il faut mettre en place des arbitres pour que nous, agriculteurs, ne soyons pas les esclaves de la grande distribution et des grands groupes alimentaires. »

Passons sur le fait qu'on ignore ici si la loi du marché serait finalement adaptée à quelqu'un ou quelque chose d'autre que les capitalistes et leurs profits, peut-être serait-elle adaptée au monde ouvrier, qui sait.

Vous avez besoin d'« arbitres » entre les grands patrons et les producteurs, un peu comme chez Molex ou Continental, l'Etat, le gouvernement ne sont-ils pas des « arbitres » de premier choix, c'est bien connu qu'ils se situent au-dessus des classes sociales, qu'ils n'ont pas d'intérêts particuliers avec les capitalistes, et puis si cela ne fait pas votre affaire, on a mieux encore à vous proposer, quelque chose de solide, de permanent, des comités ad hoc où collaborent patronat, gouvernement et dirigeants syndicaux, leur mission est justement d'« arbitrer » entre les intérêts des producteurs et ceux des capitalistes, on peut vous assurer qu'ils sont d'une efficacité redoutable, si vous avez besoin d'aide pour les mettre en place, demandez donc à Thibault, Mailly ou Chérèque, ils en connaissent un rayon en la matière, c'est leur spécialité la collaboration de classe, à l'instar du capitalisme, c'est devenu leur seule raison d'être.

Au lieu de vous en remettre à un « arbitre » : prenez votre destin entre vos mains ! Franchement, je m'adresse à mes camarades du POI, vous ne pensez pas que c'est ce que les lecteurs d'*Informations ouvrières* auraient dû pouvoir lire ?

Au fait, camarades, dans cette page d'IO, il n'est fait nulle part mention au 280 millions que l'Union européenne vient d'accorder aux producteurs de lait, pas un mot, et ils ne peuvent pas prétexter que la nouvelle soit parvenue après le bouclage de leur journal. La preuve.

La preuve par une dépêche Reuters datée du 16 octobre, soit quatre jours avant que ce numéro d'IO soit bouclé.

« La Commission européenne débloquera lundi environ 300 millions d'euros d'aides supplémentaires pour le secteur laitier en 2010, ont indiqué vendredi des diplomates et fonctionnaires européens. »

Je ne raconte pas d'histoires, je l'avais annoncé dans ma causerie du 17 octobre, vous pouvez le vérifier. Ceci dit, je ne présume pas de savoir si les petits producteurs seront les bénéficiaires ou non de cette manne venue de Bruxelles.